



## **Bilan des financements européens obtenus par les collectivités territoriales françaises depuis 2007**

L'Union européenne est le premier bailleur de l'aide au développement. Son aide représente près de 55% de l'aide publique au développement mondiale.

Elle s'est engagée ces dernières années à améliorer l'efficacité de l'aide au développement, notamment en coordonnant ses actions avec les autres bailleurs internationaux et les Etats membres.

### **La place des autorités locales dans la politique de développement de l'Union européenne**

Si plusieurs programmes leur étaient déjà accessibles, la mise en place du programme acteurs non étatiques et autorités locales en 2007 marque un tournant dans la prise en compte des autorités locales comme acteurs du développement par l'Union européenne. Ce programme accorde enfin un espace spécifique de coopération aux autorités locales et régionales du Nord et du Sud en faveur de l'aide au développement.

L'Union européenne finance les actions des collectivités locales des pays du Nord et du Sud essentiellement à travers des appels à propositions publiés régulièrement sur son site EuropeAid et sur les sites de ses Délégations.

### **Les financements obtenus par des collectivités locales françaises et associations de collectivités locales sur la période 2007-2011<sup>1</sup>**

Les acteurs français dans leur ensemble (ONG, collectivités territoriales...) ont été les premiers bénéficiaires de subventions européennes pour leurs actions de développement en 2011 avec 186 contrats signés.

Sur la période 2007-2011, **26 contrats de subventions ont été signés par des collectivités locales et associations de collectivités locales françaises pour un montant total de 16,4 millions d'euros.**<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Sources : étude de Cités Unies France auprès des collectivités locales françaises et site EuropeAid.

<sup>2</sup> Ce recensement porte uniquement sur les subventions obtenues par des autorités locales (AL) et des associations de collectivités locales (AAL) françaises en tant que demandeurs. De nombreuses AL et AAL ont obtenu des financements en tant que partenaire.

*Evolution des subventions accordées acteurs français sur la période 2007- 2011*

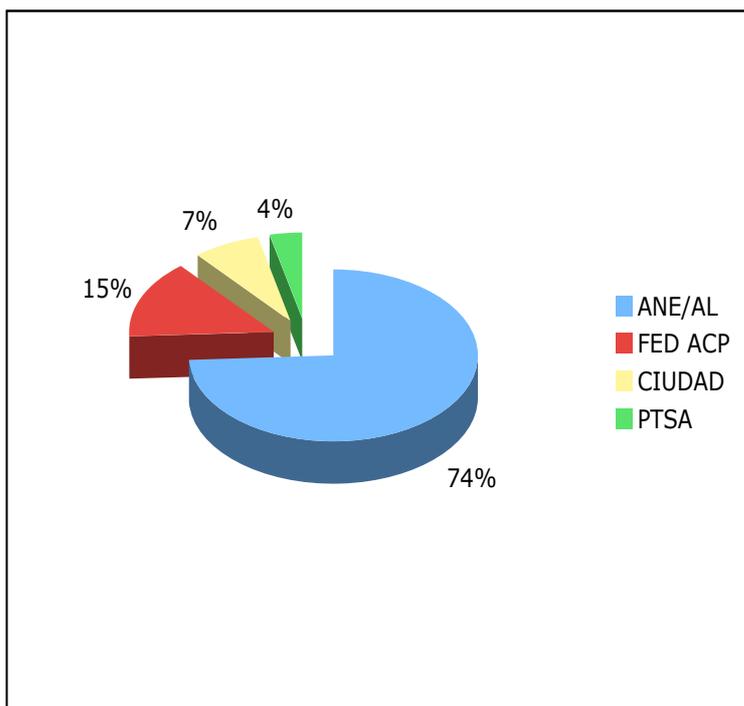
	Subventions accordées en 2011	Subventions accordées en 2010	Subventions accordées en 2009	Subventions accordées en 2008	Subventions accordées en 2007	Total sur la période
<b>Subventions EuropeAid pour l'ensemble des acteurs</b>						
Nombre de contrats accordés (tous pays)	2180	2308	2808	2225	1575	11096
Nombre de contrats accordés aux acteurs français	186	162	196	162	169	875
Montant total accordé aux acteurs français	182 M€	140 M€	264 M€	157 M€	107 M€	850 M€
<b>Collectivités locales et associations de collectivités locales françaises</b>						
Nombre de contrats accordés	3	6	10	6	1	26 + 1 en 2012 <sup>3</sup>
Montant total de subventions €	2,3 M€	6,2 M€	5,3 M€	1,9 M€	697 209 €	17,9 M€
Montant moyen des subventions €	766 666 €	1 M€	530 000 €	316 000 €	697 209 €	662 859 €
Taux moyen de cofinancement de l'UE %	70%	77,30%	66,10%	59,60%	75%	68%

<sup>3</sup> Conseil général des Yvelines - voir le tableau détaillé des projets cofinancés par l'Union européenne en annexe.

*Répartition sur les différents programmes des contrats de subventions accordés à des autorités locales et associations de collectivités locales françaises*

	Subventions accordées en 2011	Subventions accordées en 2010	Subventions accordées en 2009	Subventions accordées en 2008	Subventions accordées en 2007	Total sur la période
<b>Acteurs non étatiques et autorités locales*</b>						
Nombre de contrats accordés	1	5	7	6		19
Montant total de subventions	1,54 M€	4,2 M€	4,2 M€	1,9 M€		11,8M€
Montant moyen des subventions	1,54 M€	858 752 €	611 077 €	330 132 €		623 157 €
Taux moyen de cofinancement UE	90%	75%	62,10%	59,60%		62,15%
<b>FED ACP* Facilité eau*</b>						
Nombre de contrats accordés	2		1		1	4
Montant total de subventions €	803 987 €		129 280 €		697 209 €	1,6M€
Montant moyen des subventions	401 993 €					407 619 €
Taux moyen de cofinancement UE	60%		66%		75%	65,20%
<b>CIUDAD IEVP*</b>						
Nombre de contrats accordés			2			2
Montant total de subventions			991 561 €			991 561 €
Montant moyen des subventions			495 780 €			495 780 €
Taux moyen de cofinancement UE			80%			80%
<b>Programme thématique sécurité alimentaire*</b>						
Nombre de contrats accordés		1				1
Montant total de subventions		2 M€				2M€
Taux moyen de cofinancement UE		89%				89%

\* Voir description des programmes page suivante



**Le programme acteurs non étatiques et autorités locales** vise le renforcement des capacités des organisations de la société civile et des collectivités locales comme condition préalable pour une société plus équitable, plus ouverte et plus démocratique. Il permet de financer les actions de coopération décentralisée des collectivités locales. Dans le cadre de ce programme sont publiés chaque année un appel « multi - pays » (action dans au moins deux pays partenaires) et une quarantaine d'appels « un pays » (action dans un pays partenaire). Sur la période 2007-2013 235 millions d'euros sont

réservés aux actions des collectivités locales.

L'objectif du **programme ACP Facilité eau** est de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement spécifiques à l'eau et l'assainissement : réduire le nombre de personnes privées d'eau potable, augmenter l'accès à l'assainissement de base et lutter contre les maladies.

**Le programme CIUDAD** (coopération en matière de développement urbain et du dialogue) s'adresse aux gouvernements locaux des pays du voisinage de l'Union européenne. Il a pour objectif d'améliorer leur capacité à planifier un développement urbain durable en utilisant les principes de bonne gouvernance.

**Le programme thématique sécurité alimentaire (PTSA)** a pour but de diminuer les causes structurelles de l'insécurité alimentaire en encourageant la recherche et l'innovation, en mettant l'accent sur l'amélioration des capacités des acteurs et des stratégies de réponse à l'insécurité alimentaire.

Annexe : tableau des 26 contrats signés par les collectivités territoriales françaises

Collectivité/ association de collectivités		Coût total du projet €	Montant de la subvention UE €	Financement de l'UE %	Localisation des actions	Durée
<b>Contrats signés en 2012 (données partielles)</b>						
Conseil général des Yvelines	ANE/AL	2 500 000 M€	1 500 000 M€	60%	Néin et Togo	36 à 60 mois
<b>Contrats signés en 2011</b>						
Conseil des communes et régions d'Europe	ANE/AL	1 718 000	1 546 000	90%	Pays partenaires de l'UE	36 mois
Syndicat intercommunal centre sud Martinique	FED ACP Facilité eau	463 449	347 587	75%	Sainte-Lucie	60 mois
Communauté urbaine de Cherbourg	FED ACP Facilité eau	1 009 903	456 400	45%	Sénégal	48 mois
Montant total de subvention accordé en 2011			2 349 987			
<b>Contrats signés en 2010</b>						
Conseil régional d'Auvergne	ANE/AL	358 317	268 738	75%	Auvergne	24 mois
Cités Unies France	ANE/AL	1 829 748	1 372 311	75%	Mali, Burkina Faso et Bénin	36 mois

Ville de Paris	ANE/AL	1 274 052	955 538	75%	Cotonou, Abidjan, Côte d'Ivoire	36 mois
Conseil des communes et régions d'Europe	ANE/AL	765 175	573 175	75%	Union européenne	24 mois
Coopération Atlantique - CG Loire Atlantique	thématique Sécurité alimentaire	2 254 086	2 000 000	89%	Préfectures : Boké, Boffa, Fria, Dubréka, Coyah, Forécariah, Kindia, Téliélé (Région Basse Guinée)	42 mois
Association internationale des maires et responsables de capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF)	ANE/AL	1 499 366	1 124 000	75%	Villes de Bangui, Douala et Pointe Noire	36 mois
Montant total de subvention accordé en 2010		6 293 762				
<b>Contrats signés en 2009</b>						
Ville de Paris	ANE/AL	1 241 219	930 915	75%	Villes de Bamako (Mali) et de Ouagadougou (Burkina Faso)	36 mois
AIMF	ANE/AL	300 000	200 000	67%	République Centrafricaine - Bangui, Bambari, Bangassou	24 mois
Syndicat d'agglomération nouvelle de Marne-la-Vallée- Val Maubuée	CIUDAD	710 000	568 000	80%	Région ENPI South municipalités du Caire, d'Alger et de Ch'rafate	36 mois
Conseil régional de Bretagne	ANE/AL	207 600	140 000	67%	France, Allemagne, Pologne, Royaume Uni, Mali, Senegal, Haiti, Tunis et Madagascar	32 mois
AIMF	FED ACP Facilité eau	195 880	129 280	66%	République Centrafricaine	12 mois

Mairie de Marseille	CIUDAD	529 451	423 561	80%	Tunisie, Armenie	36 mois
AIMF	ANE/AL	838 890	629 167	75%	Bénin, Mali, Mauritanie, Sénégal, Cap Vert et Côte d'Ivoire (Grand Bassam).	36 mois
Conseil régional d'Ile-de-France	ANE/AL	334 890	170 968	51%	Haïti	36 mois
Conseil régional de Picardie	ANE/AL	5 494 756	1 373 689	25%	Bénin et Niger	60 mois
AIMF	ANE/AL	1 112 806	832 806	75%	Côte d'Ivoire et Burkina Faso	36 mois
Montant total de subvention accordé en 2009		5 398 386				
<b>Contrats signés en 2008</b>						
Mairie de Cergy	ANE/AL	2 411 951	711 150	29%	Sénégal	48 mois
Mairie de Montreuil	ANE/AL	114 466	78 799	69%	Mali	36 mois
AIMF	ANE/AL	299 975	200 000	67%	République Centrafricaine	24 mois
AIMF	ANE/AL	717 745	500 000	70%	Cameroun	36 mois

Conseil des communes et régions d'Europe	ANE/AL	41 686	20 843	50%		4 mois
Conseil des communes et régions d'Europe	ANE/AL	640 000	470 000	73%	Union européenne	24 mois
Montant total de subvention accordé en 2008		1 980 792				
Contrats signés en 2007						
Nantes Métropole	FED ACP Facilité eau		697 209	75%	Préfecture de Kindia	36 mois
Montant total de subvention accordé en 2007		697 209				